**الملتقى الوطني حول ضمان جودة التعليم العالي في ظل التوجهات الجديدة لقطاع التعليم العالي في الجزائر**

يوم 15 أكتوبر 2025 جامعة 20 أوت 1955- سكيكدة

**استمارة المشاركة**

**اللقب والاسم:** سلايمي فيروز.

**الرتبة العلمية:** أستاذة محاضرة أ.

**مؤسسة الانتماء:** كلية العلوم الاقتصادية والتجارية وعلوم التسيير، جامعة باجي مختار عنابة.

**رقم الهاتف:** 0795704540 أو 0655715461.

**البريد الالكتروني الشخصي:** [ilo\_filo@hotmail.com](mailto:ilo_filo@hotmail.com/fayrouz.selaimi@univ-annaba.dz)

**البريد الالكتروني المهني:** fayrouz.selaimi@univ-annaba.dz

**محور المشاركة:** المحور السابع: التجارب الدولية في مجال ضمان الجودة في مؤسسات التعليم العالي.

**لغة المداخلة:** اللغة الفرنسية.

**عنوان المداخلة:** **Gouvernance de l'Assurance qualité dans l'enseignement supérieur : regards croisés sur les modèles Français et Algérien**

**Titre de la communication**

**Gouvernance de l'Assurance qualité dans l'enseignement supérieur : regards croisés sur les modèles Français et Algérien**

**Résumé :**

L'assurance qualité (AQ) dans l'enseignement supérieur est un enjeu majeur pour garantir l'excellence académique, la pertinence des formations et l'adéquation aux besoins socio-économiques. Cette étude compare les modèles français et algérien, en mettant en lumière leurs structures, mécanismes, et défis. Bien que les deux pays partagent des objectifs communs d'amélioration continue, leurs approches reflètent des contextes historiques, politiques et culturels distincts. La France, intégrée à l'Espace européen de l'enseignement supérieur, dispose d'un système mature et diversifié, tandis que l'Algérie, dont le système est plus récent, cherche à consolider ses dispositifs à travers des réformes structurelles.

**Mots clés :** Assurance Qualité, Enseignement supérieur, Gouvernance.

**الملخص:**

يعد ضمان الجودة في التعليم العالي ركيزة أساسية لتحقيق التميز الأكاديمي، وملاءمة البرامج التكوينية، وتلبية الاحتياجات الاقتصادية والاجتماعية. تقدم هذه الدراسة مقارنة بين النموذجين الفرنسي والجزائري، وتسلط الضوء على هياكلهما وآليات عملهما والتحديات التي يتم مواجهتها. ورغم اشتراك البلدين في أهداف مشتركة للسعي نحو التحسين المستمر، إلا أن المنهجية التي يتبعانها تعكس اختلافًا في السياقات التاريخية والسياسية والثقافية. ففرنسا، المندمجة في فضاء التعليم العالي الأوروبي، لديها نظام ناضج ومتنوع، بينما تسعى الجزائر، التي لا يزال نظامها حديثا، إلى تعزيز أطر عملها من خلال إصلاحات هيكلية شاملة.

**الكلمات المفتاحية:** ضمان الجودة، التعليم العالي، الحوكمة.

**Introduction :**

**La quête de la qualité dans l’enseignement supérieur est devenue un impératif global**, une réponse aux défis de la massification, de l’internationalisation et de la demande croissante de redevabilité vis-à-vis de la société. Dans ce paysage mondial, les modèles de gouvernance de l’assurance qualité (AQ) se diversifient, reflétant des histoires, des cultures académiques et des environnements socio-économiques distincts.

**D’un côté, la France** s’est dotée d’un système sophistiqué, incarné par le **Haut Conseil de l'Evaluation de la Recherche et de l'Enseignement Supérieur (Hcéres)**, prônant une évaluation indépendante par les pairs, alignée sur les standards européens et visant l’excellence académique et l’attractivité internationale. **De l’autre, l’Algérie**, après l’adoption du système LMD, a entrepris de construire son propre dispositif, porté par la **Commission Nationale d'Assurance Qualité (CIAQUES)**, mais se heurtant à des défis structurels liés à une tradition de centralisation étatique forte et à une priorité historique donnée à la massification quantitative.

**Cette communication se propose de mener une analyse comparative éclairante de ces deux modèles.** Il ne s’agit pas de simplement décrire deux systèmes, mais de confronter deux philosophies de gouvernance : l’une, **axée sur l’autonomie des établissements et l’amélioration continue** ; l’autre, **marquée par une logique de contrôle central et de conformité à des normes prescriptives**. En croisant ces regards, nous cherchons à identifier les forces, les faiblesses, les points de convergence et de divergence qui caractérisent chaque approche.

A travers, les propos précédents se dégage la problématique suivante :

* **La problématique :**

**« Quels sont les enjeux et les défis des modèles de gouvernance de l’assurance qualité dans l'enseignement supérieur Français et Algérien ? ».**

* **Méthodologie :**

**Nous analyserons dans un premier temps** l’architecture institutionnelle et les mécanismes opérationnels de chaque modèle, en insistant sur le rôle clé de l’Hcéres et de la CIAQUES.

**Dans un second temps,** nous évaluerons leur efficacité et leur impact respectifs sur la qualité perçue de la formation et de la recherche, ainsi que sur leur reconnaissance internationale.

**Enfin, nous esquisserons des pistes de réflexion** sur les enseignements mutuels que ces deux modèles peuvent s’apporter, particulièrement dans la perspective d’une évolution du système algérien vers une assurance qualité plus intégrée, participative et tournée vers les résultats.

**L’enjeu de cette comparaison dépasse le cadre académique** ; il touche à la capacité de deux systèmes éducatifs à former une jeunesse capable de relever les défis du XXIe siècle et à s’insérer avec succès dans un paysage globalisé.

1. **Introduction au modèle Français d’assurance qualité :**

Le système français d'assurance qualité dans l'enseignement supérieur se caractérise par une combinaison d'évaluation externe indépendante, de cadrage réglementaire étatique et de processus spécifiques sectoriels.

L'Hcéres en est l'acteur central, mais il coexiste avec d'autres organismes comme la **C**ommission des **T**itres d'**I**ngénieur (CTI) et l'**I**nspection **G**énérale de l'**E**ducation, du **S**port et de la **R**echerche (IGÉSR). Les établissements de l’enseignement supérieur contribuent également à l’évaluation du système, par la mise en œuvre de procédures d’évaluation interne. (Antoine, 2006)

Nous mettrons la lumière, dans cette communication, sur le rôle central du Haut Conseil de l'Évaluation de la Recherche et de l'Enseignement Supérieur (Hcéres).

1. **Présentation et missions du Haut Conseil de l’évaluation de la recherche et de l’enseignement supérieur (Hcéres) :**

Le modèle français d'assurance qualité dans l'enseignement supérieur est un système complexe et évolutif, marqué par un équilibre entre évaluation indépendante, processus réglementaires et autonomie des établissements. Il s'est considérablement transformé ces dernières décennies pour s'adapter à l'espace européen de l'enseignement supérieur.

1. **Présentation du Hcéres :**

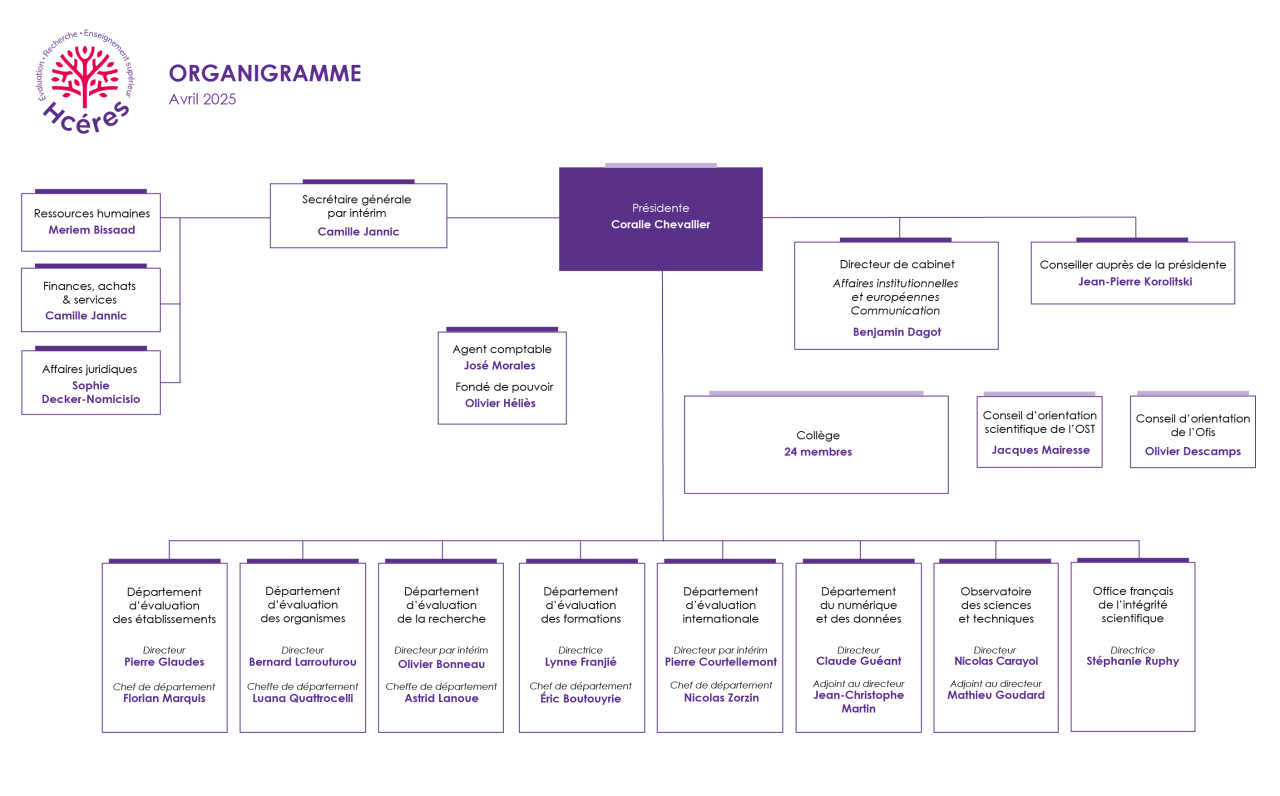
Le Haut Conseil de l’évaluation de la recherche et de l’enseignement supérieur (Hcéres) est l’autorité publique indépendante créée en 2014, succédant à l'AERES (Agence d'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur).

Le Hcéres est chargée d’évaluer l’ensemble des structures de l’enseignement supérieur et de la recherche, ou de valider les procédures d’évaluations conduites par d’autres instances. Par ses analyses, ses évaluations, et ses recommandations, il accompagne, conseille et soutient la démarche d’amélioration de la qualité de l’enseignement supérieur et de la recherche en France. (Hcéres, 2025)

La figure ci-dessous présente l’organigramme du Haut Conseil de l’évaluation de la recherche et de l’enseignement supérieur (Hcéres),mettant en éventail ses huit départements :

* Département d’évaluation des établissements.
* Département d’évaluation des organismes.
* Département d’évaluation de la recherche.
* Département d’évaluation des formations.
* Département d’évaluation Internationale.
* Département d’évaluation du numérique et des données.
* Observatoire des sciences et techniques.
* Office français de l’intégrité scientifique.

**Figure n°01 :** Organigramme du Haut Conseil de l’évaluation de la recherche et de l’enseignement supérieur (Hcéres)



* **Source : Organigramme du Hcéres,** [**https://www.hceres.fr/fr/organigramme-du-hceres**](https://www.hceres.fr/fr/organigramme-du-hceres)**, Avril 2025.**

Le Hcéres est administré par un collège composé de vingt-quatre membres à parité, nommés par décret pour une durée de quatre ans et dont le mandat est renouvelable une fois. La personne qui préside le Hcéres est désignée parmi eux.

Chaque année, 3500 experts sont mobilisés pour conduire les évaluations, avec le soutien des conseillers/chargés de mission scientifiques et des personnels administratifs.

1. **Missions du Hcéres :**

La loi Française confie au Hcéres la mission de conduire directement des évaluations ou de s’assurer de la qualité des évaluations réalisées par d’autres instances en validant les procédures retenues. La possibilité de recourir à cette procédure d’évaluation externe est offerte aux établissements d’enseignement supérieur et à leurs regroupements, aux entités de recherche et aux formations.

**Tableau n° 01 :** Missions du Hcéres

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Domaine d’évaluation** | **Objet de l’évaluation** | **Type de mission** |
| **Établissements** | Universités, Grandes Écoles, organismes de recherche | Évaluation de la stratégie, de la gouvernance, de la politique de site, de la gestion des ressources et des politiques de formation et de recherche |
| **Formations & Diplômes** | Programmes de formation (Licence, Master, Doctorat) et diplômes d'établissement | Évaluation de la qualité pédagogique, de l'adéquation aux besoins socio-économiques, des résultats des étudiants et de l'insertion professionnelle. |
| **Unités de Recherche** | Laboratoires et structures de recherche | Évaluation de la production scientifique, de la stratégie de recherche, de l'attractivité (recrutement, thèses) et des partenariats |
| **Valorisation de la Recherche** | politiques et activités de valorisation (transfert de technologie, innovation, | Évaluation de la stratégie et des résultats en matière de transfert de connaissances et de technologies vers le monde socio-économique |

* **Source :** Etabli à partir du site officiel Hcéres :<https://www.hceres.fr/fr/organisation>, 22 Août 2025.

L’activité du Hcéres traduit la double volonté des pouvoirs publics de :

* Confier à une instance les missions d’évaluation des coordinations territoriales, des établissements, des entités de recherche et des formations, ou le cas échéant de s'assurer de la qualité des évaluations conduites par d'autres instances ;
* Doter le pays d’un outil d’évaluation au service des établissements d’enseignement supérieur et de recherche, de leurs regroupements et plus largement des parties prenantes.

Les campagnes d’évaluation menées par le Hcéres suivent un rythme quinquennal. Le calendrier adopté est ainsi compatible avec les exigences de la politique contractuelle de l’État qui a réparti les établissements concernés en 5 zones géographiques appelées vagues A, B, C, D et E. Chaque établissement est ainsi évalué tous les 5 ans.

Membre du réseau des agences d’assurance qualité en Europe, ENQA, le Hcéres dispose d’une solide expérience pour apporter son savoir-faire aux pays ou agences étrangères qui sollicitent son soutien pour définir ou préciser leur politique d’assurance qualité.

Le Hcéres s’inscrit, par ailleurs, dans la construction de l’espace européen de l’enseignement supérieur, qui via le processus de Bologne, a permis la mise en place de nombreux dispositifs et notamment le développement dans chaque État membre, de systèmes d’assurance qualité nationaux (évaluation, accréditation, audit…) basés sur les standards européens. (Commission européenne, 2025)

**II- Introduction au modèle Algérien d’assurance qualité :**

Pour répondre aux enjeux de modernisation et d'excellence académique, l'Algérie s'est dotée d'un dispositif complet visant à évaluer et à améliorer en continu la qualité de son enseignement supérieur, dont les fondements, l'organisation et les acteurs clés sont présentés ici.

1. **l’Implémentation de l’Assurance Qualité dans l’Enseignement Supérieur en Algérie :**

L’analyse de la démarche de la mise en place du système assurance qualité de l’enseignement supérieur en Algérie fait ressortir les pratiques suivantes :

- la création en 2010 de La Commission pour l’Implémentation de l’Assurance Qualité dans l’Enseignement Supérieur (CIAQES) dont l’objectif est la mise en œuvre de l’Assurance Qualité au niveau des établissements d’enseignement supérieur.

- L’installation des cellules de contrôle de qualité (CAQ) au niveau des établissements d’enseignement supérieur.

- La désignation des Responsables d’Assurance Qualité (RAQ) qui supervisent les activités des cellules dans le management de la qualité.

- L’adoption du Référentiel National (RNAQES) en 2016.

- Le lancement de l’autoévaluation. (Kouraiche, 2019)

1. **Structure et fonctionnement du système Algérien d'assurance qualité (AQ) dans l'enseignement supérieur :**

Le tableau présenté ci-dessous résume la structure et le fonctionnement du système algérien d'assurance qualité (AQ) dans l'enseignement supérieur.

**Tableau n° 02 :** Description et acteurs dumodèle Algérien en matière d’assurance qualité en enseignement supérieur

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Composante** | **Description** | **Acteurs** |
| **Organe National** | **C**ommission d’**I**mplémentation d’un système d'Assurance **Q**ualité dans les établissements d’**E**nseignement **S**upérieur (CIAQES) | Instance centrale sous tutelle du MESRS |
| **Référentiel** | **R**éférentiel **N**ational **A**lgérien d'**A**ssurance **Q**ualité (RNAQES) | Document cadre normatif |
| **Structures locales** | **C**ellules d'**A**ssurance **Q**ualité (CAQ) | Implantées dans chaque établissement |
| **Processus principal** | Auto-évaluation suivie d'évaluation externe | CAQ + Experts nationaux |
| **Mécanisme de validation** | Accréditation des formations | CIAQUES/MESRS |

* **Source :** Synthèse réalisée par l’auteur à partirdu site officiel de la CIAQES <http://www.ciaqes-mesrs.dz/>, 20 Août 2025.

Le modèle Algérien d'assurance qualité dans l'enseignement supérieur, tel que structuré dans le tableau, repose sur une architecture fortement centralisée et normative, pilotée par la Commission Nationale d'Assurance Qualité (CIAQES) sous l'égide du Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique (MESRS). Cette centralisation assure une uniformité des standards à l'échelle nationale via le Référentiel National Algérien d'Assurance Qualité (RNAQES), qui définit des critères précis pour l'évaluation des établissements et des formations.

En effet, le référentiel se présente comme un outil structurant du projet d’établissement car, en plus de la définition des objectifs et actions pour les atteindre, il représente un outil d’aide à la décision en fournissant également des éléments de réponse à des questions liées :

- aux changements à opérer pour mieux atteindre ces objectifs,

- aux moyens humains et matériels nécessaires,

- à l’échéancier pour atteindre ces objectifs. (CIAQES, 2016)

Cependant, le référentiel ne règle pas tous les aspects de la qualité d’un établissement d’enseignement supérieur et de recherche scientifique qui compte des dizaines de processus. Il doit être complété par d’autres référentiels, spécifiques à des activités importantes telles que l’évaluation des parcours de formation, l’évaluation des programmes de recherche... C’est assurément l’une des tâches prioritaires à laquelle devront s’atteler les acteurs du SMQ national. (CIAQES, Référentiel National d'Assurance Qualité, 2023)

Les Cellules d'Assurance Qualité (CAQ), implantées dans chaque université, agissent comme relais opérationnels de ce système, chargées de mettre en œuvre les procédures d'auto-évaluation et de préparer les évaluations externes conduites par des experts nationaux. Le processus culminant avec l'accréditation des formations par la CIAQES vise à garantir une conformité aux normes établies.

1. **Missions et objectifs de la Commission Nationale d'Assurance Qualité (CIAQES) :**

La CIAQES a pour objectif de favoriser le développement des pratiques d’assurance qualité dans les établissements d’enseignement supérieur, de les suivre et de les dynamiser en travaillant prioritairement sur l’évaluation interne, afin d’améliorer la gouvernance de ces établissements dans un contexte marqué par une harmonisation et une évolution internationales des systèmes d’enseignement supérieur. En effet, il s'agit de :

* favoriser la mise en place d’équipes chargées de l’Assurance Qualité dans les établissements universitaires (RAQ) ;
* Assurer une formation spécifique aux RAQ ;
* l’organisation des rencontres scientifiques (journées d’études, séminaires et colloques nationaux et internationaux) dédiées à la gouvernance et à la qualité dans le supérieur ;
* le renforcement, la promotion et le suivi des démarches pratiques de l’assurance qualité dans les institutions de l’enseignement supérieur ;
* mettre en place une démarche d’évaluation interne dans les établissements universitaires, en se focalisant sur un programme d'études et en s'adossant sur un noyau d'établissements universitaires représentatif et sur les missions essentielles de l’université à savoir la formation, la recherche, le service à la société et le développement socio-économique ;
* examiner, dans une démarche d’évaluation interne, les dysfonctionnements par rapport au référentiel arrêté ;
* prendre des mesures d’amélioration ;
* la construction des référentiels et la conception des outils et méthodes pour la création des agences d’accréditation. (Kouraiche, 2019)

1. **Situation de l’enseignement supérieur en Algérie au regard des tendances internationales :**

Une analyse de la situation de l’enseignement supérieur en Algérie permet de déduire que les grandes tendances internationales de l’enseignement supérieur y sont perceptibles. En effet, on constate :

- Une croissance progressive des effectifs d’étudiants : Comme partout dans le monde, cette expansion doit être assumée, non seulement dans un souci de démocratiser la société et réduire les inégalités d’accès à l’enseignement supérieur, mais aussi pour répondre aux besoins socioéconomiques du pays et aux exigences actuelles de l’économie du savoir et de la société d’apprentissage (learning société) accentuées par l’évolution rapide de la science et de la technologie.

- la diversification des enseignements attendue à travers les offres de formation dont la conception relève de l’initiative des établissements en relation avec les secteurs utilisateurs; - une ouverture vers d’autres sources de financement ; à l’instar des autres systèmes d’enseignement supérieur dans le monde, une politique d’encouragement à l’ouverture de l’établissement sur son environnement socio-économique en vue de la valorisation de son produit et de la diversification des sources financières, a été adoptée.

- l’existence d’un important taux de chômage des diplômés et l’absence d’études sur les besoins et exigences du marché du travail et sur le devenir professionnel des diplômés.

- l’exigence accrue de la qualité et de la pertinence dans l’enseignement supérieur par la collectivité, les pouvoirs publics et l’environnement économique. En dehors de la massification et du manque d’encadrement et de moyens qui en découlent, les principales entraves à l’amélioration de la qualité de l’enseignement supérieur résident dans l’inadéquation entre les contenus des enseignements et les besoins socioéconomiques.

- le développement de la dimension internationale poussant l’enseignement supérieur à identifier les problématiques, défis et enjeux nouveaux qu’impliquent la mondialisation et la révolution des technologies de l’information et de la communication. (Bouzid & Berrouche, 2012)

**III- Enjeux et les défis des modèles de gouvernance de l’assurance qualité dans l'enseignement supérieur Français et Algérien :**

Une analyse comparative des systèmes d'assurance qualité français et algérien dans l'enseignement supérieur révèle des similitudes et des divergences structurelles, dont l'examen de la gouvernance, des méthodologies d'évaluation et des performances respectives permettent de saisir toute la complexité.

1. **Cadre institutionnel et gouvernance des modèles Français et Algérien :**

**Tableau n° 02 :** Gouvernance des modèles Français et Algérien en matière d’assurance qualité en enseignement supérieur

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Modèle Français** | | **Modèle Algérien** | |
| **Pluralité d'acteurs** | **Hcéres :** Haut Conseil de l'Évaluation de la Recherche et de l'Enseignement Supérieur | **Centralisation étatique** | **CIAQES :** **C**ommission d’**I**mplémentation d’un système d'Assurance **Q**ualité dans les établissements d’**E**nseignement **S**upérieur |
| **CTI :** Commission des Titres d'Ingénieur | **CAQ :** **Cellules d'Assurance Qualité** |
| **IGÉSR :** Inspection Générale de l'Éducation, du Sport et de la Recherche |
| **Intégration européenne** | adhère aux standards européens | **Référentiel unique** | **RNAQ**: **Référentiel National d’Assurance Qualité** |

* **Source :** Synthèse réalisée par l’auteur à partirdu site officiel de la Commission européenne : <https://eurydice.eacea.ec.europa.eu/eurypedia/france/quality-assurance-higher-education>, 22 Août 2025.

Le tableau présenté met en lumière les différences fondamentales entre les modèles français et algérien d'assurance qualité dans l'enseignement supérieur, révélant deux philosophies distinctes de gouvernance et de mise en œuvre.

**Du côté français**, on observe une **pluralité d'acteurs spécialisés** qui caractérise un système décentralisé et expert. Le **Hcéres** (Haut Conseil de l'Évaluation de la Recherche et de l'Enseignement Supérieur) agit comme autorité indépendante d'évaluation, tandis que la **CTI** (Commission des Titres d'Ingénieur) apporte une expertise sectorielle pour les formations d'ingénieurs. L'**IGÉSR** (Inspection Générale de l'Éducation, du Sport et de la Recherche) complète ce paysage en assurant un contrôle étatique ponctuel. Cette diversité institutionnelle s'accompagne d'une **intégration européenne poussée**, avec l'adoption des standards européens qui facilitent la reconnaissance mutuelle des diplômes et la mobilité académique.

**Le modèle algérien** présente une structure plus **centralisée et uniforme**. La **CIAQES** (Commission Nationale pour l'Implantation de l'Assurance Qualité dans les établissements d’**E**nseignement **S**upérieur) joue un rôle central de pilotage et de contrôle, tandis que les **CAQ** (Cellules d'Assurance Qualité) implémentent localement les directives nationales. Cette approche s'appuie sur un **référentiel unique,** **RNAQ** (**Référentiel National d’Assurance Qualité**) qui assure une uniformité des procédures mais peut limiter l'adaptation aux spécificités contextuelles.

Cette opposition structurelle reflète des choix politiques et historiques différents : la France privilégie une approche pluraliste et intégrée à l'espace européen, tandis que l'Algérie opte pour un modèle plus centralisé visant l'homogénéité nationale. Chaque modèle présente des avantages et des défis spécifiques en termes d'agilité, d'adaptation aux contextes locaux et de reconnaissance internationale.

1. **Les processus d’évaluation des modèles Français et Algérien :**

**Tableau n° 03 :** Les processus d’évaluationdes modèles Français et Algérien en matière d’assurance qualité en enseignement supérieur

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Modèle Français** | | **Modèle Algérien** | |
| **Évaluation externe** | **auto-évaluation** | **Auto-évaluation guidée** | **CAQ :** **Cellules d'Assurance Qualité** |
| **évaluation par pairs** | **CIAQES :** **C**ommission d’**I**mplémentation d’un système d'Assurance **Q**ualité dans les établissements d’**E**nseignement **S**upérieur |
| **Accréditation programmatique** | | **Processus naissant** | |
| **Périodicité** | tous les 5 ans | **Résistance au changement** | |

* **Source :** Synthèse réalisée par l’auteur à partir de : <https://ensb.dz/fr/assurance-quality/>, 21 Août 2025.

Le tableau présenté met en lumière des différences fondamentales dans les mécanismes d'évaluation et d'accréditation entre les modèles français et algérien, révélant ainsi des écarts importants dans leur maturité et leur mise en œuvre.

**Le modèle français** présente un système d'évaluation externe bien établi et structuré, articulé autour de plusieurs composantes complémentaires. Le processus repose sur une **auto-évaluation** initiale réalisée par les établissements, suivie d'une **évaluation par des pairs** externes. Cette double démarche assure à la fois l'implication des acteurs internes et l'objectivité d'un regard extérieur. Le système est caractérisé par une **périodicité régulière** (tous les 5 ans), ce qui permet un suivi continu et une amélioration progressive de la qualité. L'accréditation programmatique y est bien développée, avec des processus standardisés pour l'évaluation des formations.

**Le modèle algérien** semble en revanche dans une phase de construction et de maturation. Le système s'appuie sur une **auto-évaluation guidée** par les Cellules d'Assurance Qualité (CAQ). Cependant, l'accréditation programmatique y est qualifiée de **"processus naissant"**, indiquant un stade encore précoce de développement. La mention d'une **"résistance au changement"** suggère par ailleurs des défis importants dans l'appropriation et la mise en œuvre effective de ces mécanismes d'évaluation.

Cette analyse révèle ainsi un contraste significatif entre un modèle français mature, cyclique et intégrant multiple perspectives, et un modèle algérien encore émergent, confronté à des défis d'implémentation et d'acceptation par les acteurs concernés.

1. **Forces et défis des modèles Français et Algérien :**

**Tableau n° 04 :** Forces et défisdes modèles Français et Algérien en matière d’assurance qualité en enseignement supérieur

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
|  | **Modèle Français** | **Modèle Algérien** |
| **Forces** | Indépendance des agences d'évaluation | Cadre national unifié (CIAQES) permettant une mise en œuvre cohérente |
| Implication des acteurs socio-économiques | Implication des CAQ dans la sensibilisation et la formation |
| Culture qualité historique et expertise internationale |
| **Défis** | Complexité due à la multiplicité des acteurs | Jeunesse du système (démarrage en 2010) et résistances culturelles au changement |
| Nécessité d'ajuster périodiquement les standards aux évolutions européennes | Besoin de renforcer l'autonomie des établissements et les compétences des CAQ |

* **Source :** Synthèse réalisée par l’auteur à partir de : <https://ensb.dz/fr/assurance-quality/>, 21 Août 2025.

Le tableau présenté ci-dessus met en lumière les atouts et les limites caractéristiques des systèmes d'assurance qualité français et algérien, révélant deux modèles à des stades de développement différents mais présentant des complémentarités potentielles.

**Le modèle français** s'appuie sur plusieurs atouts structurels significatifs. **L'indépendance des agences d'évaluation** comme le Hcéres et la CTI garantit une évaluation objective et crédible, protégée des influences politiques ou institutionnelles. **L'implication des acteurs socio-économiques** dans les processus d'évaluation assure l'adéquation des formations aux besoins du marché du travail et renforce l'employabilité des diplômés. Enfin, une **culture qualité historique et une expertise internationale** solidement établie permettent à la France de participer activement aux débats et normes européens en matière d'enseignement supérieur.

Cependant, ce modèle fait face à certains défis. La **complexité due à la multiplicité des acteurs** (Hcéres, CTI, HCESR) peut générer des chevauchements ou des incohérences, tandis que la **nécessité d'ajuster périodiquement les standards aux évolutions européennes** représente une charge administrative continue pour les établissements.

**Le modèle algérien** présente des forces différentes, adaptées à son contexte. Le **cadre national unifié (CIAQES)** permet une mise en œuvre cohérente sur l'ensemble du territoire et assure une base commune pour le développement de la qualité. **L'implication des CAQ** dans la sensibilisation et la formation constitue un levier important pour diffuser la culture qualité au niveau local.

Néanmoins, le système algérien doit surmonter des défis de maturation. La **jeunesse du système** (démarrage en 2010) se traduit par une expérience limitée et des **résistances culturelles au changement** dans les établissements. Enfin, le **besoin de renforcer l'autonomie des établissements et les compétences des CAQ** reste crucial pour passer d'une logique de conformité à une dynamique d'amélioration continue.

En définitif, cette analyse révèle que les forces de chaque modèle répondent aux défis de l’autre : la maturité et l'indépendance du système français pourraient inspirer le développement algérien, tandis que l'approche unifiée et centralisée de l'Algérie pourrait offrir des pistes de simplification au modèle français.

**Conclusion :**

Le modèle français d'assurance qualité se distingue par son pluralisme institutionnel, son intégration européenne et sa longue expérience. Le modèle algérien, plus récent et centralisé, montre une volonté de réforme structurelle mais doit surmonter des défis de mise en œuvre et de changement culturel. Les deux systèmes gagneraient à partager leurs pratiques : la France pourrait inspirer l'Algérie en termes d'autonomie et d'internationalisation, tandis que l'approche algérienne de centralisation pourrait fournir des perceptions pour une coordination nationale efficace. À terme, la convergence vers des standards internationaux reste un objectif commun pour les deux pays.

Le **modèle français**, bien que perfectible, s'appuie sur une **démarche intégrée** d'assurance qualité centrée sur l'**amélioration continue** et l'**autonomie** des acteurs, lui conférant **crédibilité et attractivité** internationales.

En définitif, le modèle Français cherche à **optimiser** un système déjà mature, tandis que le **modèle algérien**, encore **jeune et très centralisé** doit **consolider** les bases de son dispositif.

Pour ce faire, nous proposons des recommandations afin de mener vers l’évolution du modèle algérien d'assurance qualité (AQ) de l'enseignement supérieur, en s'inspirant des bonnes pratiques internationales (dont le modèle français) tout en tenant compte des spécificités et défis du contexte algérien:

* **Renforcer l'autonomie des universités** en leur accordant une marge de manœuvre accrue dans la gestion de leurs programmes, de leurs ressources et de leurs stratégies qualité, tout en maintenant un cadre national cohérent.
* **Réformer la gouvernance de la CIAQES** pour en faire un organisme d’accompagnement et de régulation plutôt que de contrôle, en s’inspirant du modèle d’évaluation indépendante du Hcéres français.
* **Simplifier les processus d’évaluation** en rationalisant les indicateurs, en privilégiant une approche par risques et en numérisant intégralement les démarches pour réduire la charge administrative.
* **Solliciter l’adhésion à des réseaux internationaux** tels que l’ENQA (European Association for Quality Assurance in Higher Education) et viser l’inscription au registre EQAR pour renforcer la crédibilité et la reconnaissance des diplômes algériens.
* **Mettre l’accent sur les résultats et l’impact** en développant des enquêtes nationales standardisées sur l’insertion professionnelle des diplômés et en intégrant ces données dans les critères d’évaluation.
* **Impliquer systématiquement les professionnels** et les employeurs dans l’élaboration des référentiels de formation et dans les comités d’évaluation pour améliorer l’adéquation formation-emploi.
* **Former et professionnaliser les acteurs** de l’assurance qualité, notamment les experts-évaluateurs et les responsables des cellules qualité internes, via un programme national de formation certifiant.
* **Rendre publics les rapports d’évaluation** et exiger des établissements qu’ils publient un plan d’action corrective suite aux recommandations, garantissant ainsi la transparence.
* **Instaurer des mécanismes incitatifs** en liant une partie du financement des universités à leurs performances en matière d’assurance qualité et d’amélioration continue.
* **Promouvoir l’innovation pédagogique** en créant un fonds dédié pour soutenir les projets innovants et en faisant de la pédagogie un axe central des évaluations.

# Bibliographie

Antoine, A. (2006). L'assurance qualité dans l'espace Européen de l'enseignement supérieur: quelles lectures pour les sciences de Gestion? *Cahiers du CEREFIGE*. Récupéré sur https://www.academia.edu/31025446/LAssurance\_Qualit%C3%A9\_dans\_lEspace\_Europ%C3%A9en\_de\_lEnseignement\_Sup%C3%A9rieur\_quelles\_lectures\_pour\_les\_Sciences\_de\_Gestion

Bouzid, N., & Berrouche, Z. (2012, Octobre 21). ModuleII-Assurance qualité dans l'enseignement supérieur. Algérie. Récupéré sur chrome-extension://efaidnbmnnnibpcajpcglclefindmkaj/http://www.ciaqes-mesrs.dz/COURS%20CIAQES/II-AQ%20dans%20l'ES.pdf

CIAQUES. (2016). Référentiel National d'Assurance Qualité. Alger. Récupéré sur chrome-extension://efaidnbmnnnibpcajpcglclefindmkaj/http://www.ciaqes-mesrs.dz/documentation/RNAQES%20R%C3%A9d%20Ar-Fr%202%20sans%20photos.pdf

CIAQUES. (2023). Référentiel National d'Assurance Qualité. Récupéré sur https://www.mesrs.dz/wp-content/uploads/2024/03/RNAQ-ESRS-2023-VERSION-FINALE-.pdf

*Commission européenne*. (2025). Récupéré sur Eurydice: https://eurydice.eacea.ec.europa.eu/fr/eurypedia/france/assurance-qualite-dans-lenseignement-superieur

Hcéres. (2025). *Hcéres*. Consulté le Août 22, 2025, sur Hcéres: https://www.hceres.fr/fr/le-hceres

Kouraiche, N. (2019, Juin). Assurance qualité dans l'enseignement supérieur en Algérie: Tendances et pratiques. (U. d. Laghouat, Éd.) *Dirassat, 10*(02), pp. 331-346. Récupéré sur https://asjp.cerist.dz/en/article/94891